

Le bien public est-il une dimension existentielle de notre futur ?

Respectable Loge, Union et France, Orient de Paris, Région 14

Mots-clefs : Bien public, Inégalités, Dépassement, Survie, Contrat social

Problématique, constat, contexte de la contribution

Le bien public est-il une dimension existentielle de notre futur ? Cela imposerait-il un partage cohérent des espaces et des richesses qui ne soient pas ou plus uniquement matériels ? Arrêtons-nous un instant sur le concept du « **jour du dépassement** »¹. Ce jour où l'humanité finit de consommer l'ensemble des ressources naturelles que la planète est capable de produire annuellement intervient de plus en plus tôt dans notre calendrier. Cela signifie que l'humanité vit à crédit après cette date, mais aussi que les inégalités se creusent entre les pays les plus riches et pays les plus pauvres, puisque les ressources naturelles sont à la fois diversement réparties sur la planète et épuisables.

A ces phénomènes devenus structurels s'ajoutent les conséquences de la conjoncture actuelle. La crise sanitaire que traverse le globe s'est vite muée en crise économique, sociale et politique. En témoigne le creusement des inégalités sociales observé à l'échelle nationale, européenne ou mondiale du fait de la pandémie. La COVID19 a mis à nu la fragilité des systèmes de santé et de protection sociale. Mais force est de constater que les pays les plus avancés en la matière résistent mieux à la pandémie. Dès lors, l'Etat-Providence et la fourniture de services critiques, accessibles à tous, peuvent apparaître comme des éléments déterminants dans la protection des populations des plus aux moins vulnérables.

Sachant le monde VUCA², amené à affronter davantage de crises à l'avenir, la question des services et biens publics - comme outils **d'intérêt général et rempart** contre les inégalités - mérite d'être posée. *De facto*, c'est aussi la question de l'action publique qui est soulevée.

Prenons l'exemple du vaccin anti-COVID19. Instituts scientifiques publics et laboratoires pharmaceutiques privés mènent une course contre la montre pour être les premiers à lancer un vaccin sur le marché. Or, les prix de vente évoqués varient d'un rapport de 1 à 20³ selon l'organisme qui les fabriquera. Ce qui signifierait d'emblée des inégalités dans l'accès au vaccin selon les ressources des états commanditaires. Le 18 mai 2020 à l'occasion de 73^{ème} édition de l'Assemblée mondiale de l'OMS, le président de la République populaire de Chine Xi Jinping promettait que si la Chine parvenait à élaborer un vaccin contre le coronavirus, celui-ci serait mis à disposition de toute l'humanité. Reprenant ces propos, Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU, a appelé à faire du vaccin contre la COVID19 « **un bien public mondial** », c'est-à-dire accessible et abordable pour tous les pays. Au-delà des inégalités, la question du bien et des services publics est celle de la survie même des êtres vivants, y compris des êtres humains.

Un bien nécessaire à l'existence de l'humanité

Bien public, bien public mondial. A l'aune des exemples ci-dessus, on peut affirmer que **le bien public est une dimension nécessaire à l'existence de l'humanité** dans des conditions moralement acceptables par tous et par chacun, dans le présent comme dans le futur. Par conditions moralement acceptables, nous entendons dans un **esprit de justice et d'équité**. Reconnaître la nécessité du bien public, c'est consacrer les défaillances de la loi du marché et, a contrario, la nécessité de l'intervention de l'État dans notre existence et celles des générations futures.

Mais comment identifier les biens et les ressources vitaux à la collectivité et dont la consommation par les uns ne se fassent pas aux dépens des autres ? Il est intéressant de noter que les définitions de « bien public » et de « bien public mondial » renvoient à des notions très précises établies par des économistes. Ainsi, selon P. Samuelson⁴, un bien public est un bien ou service avec deux

1 Date calculée par l'ONG Global Footprint Network sur la base de deux indicateurs que sont la consommation annuelle de l'humanité en ressources naturelles et la capacité de régénération de la Terre

2 VUCA : Acronyme pour Volatility, Uncertainty, Complexity et Ambiguity. Introduit par le US Army War College dans les années 90, aux Etats-Unis pour décrire **le monde après l'effondrement de l'URSS. Un monde devenu multilatéral, plus volatile, incertain, complexe et ambigu.**

3 Astra Zeneca a annoncé un vaccin à 2,5 USD, Sanofi à 10 USD et Pfizer à 50-60 USD.
https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/vaccin/vrai-ou-fake-les-laboratoires-pharmaceutiques-vont-ils-s-enrichir-avec-le-vaccin-contre-le-coronavirus_4133267.html

4 Paul Samuelson ("*The Pure Theory of Public Expenditure*", 1954)

caractéristiques : non rivalité et non exclusion. Un bien est non rival lorsque sa consommation par un agent n'empêche pas un autre agent de le consommer. Il est non exclusif quand on ne peut exclure aucun agent de la consommation de ce bien. Ceux qui veulent consommer ce produit sans en payer le prix ne peuvent en être exclus. Les exemples fréquemment cités sont : l'éclairage public, l'eau d'une fontaine, la défense nationale, la justice. Un bien public mondial (BPM) est un bien public qui possède un caractère mondial ou universel. Selon C. Kindelberger⁵, les BPM représentent l'ensemble des biens accessibles à tous les États qui n'ont pas nécessairement intérêt à les produire.

Ces définitions peuvent sembler relativement techniques. Une définition plus large pourrait consister à qualifier de bien public tout bien ou service contribuant au bien-être collectif et individuel. Dans un monde qui change à grande vitesse - au rythme des innovations technologiques, des enjeux environnementaux, des attentes sociétales, des usages des consommateurs ou des crises géopolitiques et économiques pour ne citer que certains facteurs – il convient d'élargir notre réflexion à ce qui peut et pourra apporter de la valeur à la collectivité comme aux individus, au-delà des biens matériels et des ressources, même naturelles. En ce sens, nous avons besoin que soient accessibles et/ou équitablement partagés : l'alimentation ; les services de santé et d'éducation ; les connaissances et le savoir, y compris les progrès scientifiques et technologiques ; les liens sociaux ; un environnement sain, non pollué, où soit respectée et **protégée la biodiversité ; la paix et la sécurité ; la liberté d'expression, de conscience, de mouvement, etc.**

Comment partager ces ressources ? A l'échelle d'une nation, si des acteurs privés ne produisent pas de tels biens parce qu'ils n'y voient pas d'intérêt économique à le faire, on se tourne vers l'État pour qu'il intervienne. Mais quand le problème revêt une dimension internationale, voire mondiale, et que ce sont les États eux-mêmes qui ne voient pas d'intérêt à produire individuellement des services publics, on entrevoit une autre difficulté : celle de la coopération internationale. Dans le contexte géopolitique actuel où des acteurs minent le multilatéralisme pour favoriser des négociations bipartites, cette difficulté semble difficile à surmonter, du moins à court terme. L'exemple du retrait des États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat (COP 21) est flagrant en ce sens.

Actions possibles

Si le partage doit dépendre uniquement d'une **gouvernance mondiale**, alors il est nécessaire de **trouver des alternatives** au pouvoir des acteurs privés ou des États dominants. Il s'agit de **changer les rapports de force**. Une perspective peut être celle de l'**action de la société civile**, par des associations, ONG, etc. Chaque jour qui passe voit naître de nouveaux projets, privés, publics, associatifs, individuels qui témoignent d'une volonté de changement pour un équilibre dans le partage des ressources vitales et leur préservation. Revenons à la pandémie qui touche le monde en 2020 : au-delà des difficultés et des risques qu'elle engendre, elle constitue aussi une opportunité. Car elle s'accompagne de prises de conscience nouvelles et en accélère d'autres, existantes. Délocalisation de la production de médicaments de première nécessité, dépendance de chaînes d'approvisionnement devenues trop complexes pour être totalement maîtrisées, décorrélations des systèmes financiers au regard des réalités économiques, modes de consommation et de production qui épuisent les ressources naturelles, etc. La liste des **dysfonctionnements systémiques** révélés ou amplifiés dans le contexte actuel est longue. Elle appelle à une **réflexion sur nos modes de vie actuels et sur le projet de société que nous, citoyens, souhaitons léguer aux générations futures**.

La poursuite de la croissance et de la rentabilité comme modèle de société et fondement de notre bien-être depuis la moitié du XX^{ème} suscite toujours plus d'interrogations. Elle apparaît même contre-productive, y compris auprès des institutions qui en ont fait l'apologie pendant des décennies. Ainsi, lors de la dernière édition du World Economic Forum de Davos, son président fondateur K. Schwab, faisait un appel en faveur d'« un capitalisme des parties prenantes » (*stakeholder capitalism*) auprès des principaux décideurs économiques et politiques mondiaux. L'idée d'un système qui bénéficie à tous, de façon équilibrée, et qui prenne en compte les enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux fait son chemin. En ce sens, un nouveau **contrat social** pourrait lier acteurs publics, acteurs privés et société civile pour convenir d'un partage équitable des richesses sans leur épuisement, ainsi que de leur régénération.

Il y a urgence à penser un contrat social mettant le bien public au centre des préoccupations des acteurs publics, privés et de la société civile, pour assurer l'existence et la survie de l'humanité et du vivant.

⁵ C. Kindelberger, « International public goods without international government », *American Economic Review*, n° 76, 1, 1986.

